

LA FRANCE DOIT ACCEPTER LA BRETAGNE

Une série d'attaques convergentes ont été publiées au cours des derniers mois à l'encontre de l'élan culturel breton. Des articles et des courriers de lecteurs sont ainsi parus dans les colonnes de *Charlie-Hebdo*, *Télérama* ou *L'Humanité*, susceptibles de laisser penser que l'essor culturel breton actuel relèverait d'un repli sur soi réactionnaire et autoritaire, aux relents d'extrême droite.

Les auteurs de ces articles ou de ces courriers s'appuient sur des faits historiques réels. Il est vrai que le mouvement nationaliste breton, né à la fin du XIX^e siècle, a eu pendant des décennies un comportement élitiste et réactionnaire. Il est vrai qu'une partie de ses partisans, au cours des années 1930, a été fascinée par le fascisme. Il est vrai également que, lors de la Seconde Guerre mondiale, soixante-dix nationalistes bretons, rêvant d'indépendance, ont — au prétexte que « les ennemis de nos ennemis sont nos amis » — créé une milice, la Bezen Perrot, qui a lutté contre la France aux côtés des nazis. Enfin, il est vrai, me semble-t-il, que le mouvement nationaliste breton n'a pas fait toute la lumière sur les errements passés d'une partie de ses membres et qu'un débat honnête et pondéré sur toutes ces questions serait aujourd'hui le bienvenu. En ce sens, les diatribes et les polémiques actuelles peuvent jouer un rôle utile. Qui ne voit, cependant, l'excès qu'il y aurait, en se fondant sur les égarements d'une poignée d'hommes il y a cinquante ans, à jeter l'opprobre sur toute une population, sur un mode de vie ou sur un courant de pensée ?

Au risque de paraître se justifier, rappelons en premier lieu que, non seulement les Bretons n'ont pas plus collaboré que d'autres, mais que la résistance fut précoce et extrêmement active en Bretagne. Les maquis, dont le célèbre maquis de Saint-Marcel, furent nombreux et énergiques. C'est d'ailleurs essentiellement contre les maquis bretons, et bretonnants, que la fameuse Bezen Perrot se battit. Quant au fait qu'il y ait aujourd'hui des extrémistes ou des fous dangereux en Bretagne comme ailleurs, cela paraît évident. Dans quelle société n'y en a-t-il pas ? Toutefois, jamais, au cours de ma vie, je n'ai rencontré qui que ce soit qui se dise nostalgique des agissements de la Bezen Perrot. Les idées d'extrême droite ont peu de prise sur la société bretonne. Les résultats électoraux en témoignent : le Front National obtient toujours des scores plus faibles en Bretagne qu'ailleurs (7,7 % des suffrages exprimés aux législatives de 1997 contre une moyenne française de 15 %). Les sondages également : une enquête de « sémiométrie » menée par la Sofres auprès d'un échantillon de vingt mille personnes afin de « cerner les systèmes de valeurs à partir des mots » montrait en 1991 que, si le mot « étranger » est rejeté par la majorité des Français, il est, au contraire, très apprécié des Bretons.

Article publié dans *Le Monde des débats* de mai 2000

Aujourd'hui la jeunesse bretonne découvre et vit sa culture. Les festoù-noz (fêtes de nuit) attirent des foules. L'apprentissage et la pratique de la musique, de la danse ou de la langue bretonnes sont de plus en plus massifs. Voir en cela un comportement de repli sur soi, c'est prendre ses fantasmes pour la réalité. Quant au courant de pensée autonomiste (ou nationaliste, ou régionaliste), s'il était — avec toutefois de notables exceptions comme Brug ou Ar Falz — majoritairement réactionnaire dans les premières décennies de ce siècle, il a été durablement ancré dans le camp du progressisme par l'action de l'UDB (Union démocratique bretonne), à partir des années 1960. À présent, quand il lui arrive — comme à tout mouvement marginal — de sombrer dans des excès, c'est plutôt vers un gauchisme post-soixante-huitard qu'il tend à balancer. Mais il me semble que ce qu'il cherche, c'est, certes, à limiter l'emprise de l'État sur la vie quotidienne des Bretons afin qu'ils aient plus de latitude pour gérer leurs affaires, mais c'est avant tout à débarrasser les Bretons de leur image dépréciée et à fonder une identité collective digne et reconnue.

Car les Bretons ont derrière eux un long passé d'humiliation, au sein duquel on peut, sommairement, distinguer trois étapes. Dans un premier temps — qui a duré plusieurs siècles —, ils ont été considérés comme des sauvages inassimilables. « Entouré de lumières dont la bienfaisante chaleur ne l'atteint pas, ce pays ressemble à un charbon glacé qui resterait obscur et noir au sein d'un brillant foyer », écrivait Balzac. « Plus pauvres de combinaisons intellectuelles que ne le sont les Mohicans », les Bretons étaient perçus comme sales, arriérés, stupides et bornés. « Pour se laver de la Bretagne, il faut bien l'océan », écrivait Victor Hugo. « Cette grande cuvette n'est qu'à la mesure de leur grande saleté ». Quand ils émigraient en région parisienne ou ailleurs, pour aller chercher du travail dans des conditions souvent éprouvantes, la population locale concevait à leur encontre des préventions qui rappellent celles que subissent, à présent, certains immigrés d'Afrique du Nord. « Quand j'allais chercher mon lait, le soir, je n'étais pas rassurée : ce n'était pas des Français que j'avais peur, mais des Bretons. » Dans un deuxième temps, à partir de la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, ils se sont progressivement assimilés, avec toute la disgrâce pataude des déracinés. Alors s'est construite une image ridicule des Bretons, dont Bécassine est le personnage emblématique. Dans un troisième temps, enfin, les Bretons ont été niés, ils sont devenus invisibles. Dès lors, il n'était plus possible de parler d'eux, ils n'existaient plus qu'à l'état résiduel de folklore dérisoire.

À partir des années 1970, pourtant, des militants bretons se sont efforcés d'« inverser la table des valeurs » et de rendre aux Bretons leur dignité. Leurs efforts commencent à porter leurs fruits depuis les années 1990 et l'identité bretonne devient même à présent une ressource féconde dont les hommes politiques et les chefs d'entreprise bretons usent, à titre symbolique, pour vendre leurs marchandises respectives. Néanmoins, les deux dernières étapes du processus d'humiliation sont loin d'avoir disparu : la vigueur de l'actuel dynamisme breton n'empêche pas que hors de Bretagne, en France, la bretonnité reste souvent ridicule et que la question bretonne soit indicible, ni que certains Bretons éprouvent toujours une forme de honte d'eux-mêmes. C'est qu'il est difficile de briser les tabous. L'existence d'une collectivité bretonne, dotée d'une langue,

Article publié dans *Le Monde des débats* de mai 2000

d'une culture et d'une histoire particulières est une mise en cause de la légitimité de l'État français. Jadis, le pouvoir du roi de France lui venait de « la grâce de Dieu » ; aujourd'hui, le pouvoir sacré de l'État lui est conféré par un contrat social fictif que le peuple — multitude d'individus sans sexe, sans origine sociale, sans culture et sans histoire — a conclu avec lui. Si les Bretons existaient, le « peuple » serait pluriel. Cela ébranlerait le mythe de l'État-nation. La France devrait, par exemple, signer et appliquer la totalité de la Déclaration universelle des droits de l'homme (y compris l'article 7, qu'elle n'a jamais signé parce qu'il traite du droit des minorités). Donc, les Bretons n'existent pas.

C'est parce qu'il est manifeste que ce tabou est désormais susceptible d'être levé que des personnes inquiètes tentent de disqualifier la parole des briseurs de tabou. On assiste ainsi à un réflexe de défense du nationalisme français, comparable au « réarmement du nationalisme espagnol », dont parlait Alfonso Pérez Agote le mois dernier dans ces colonnes, qui cherche « à présenter l'Espagne comme une entité naturelle et la nation basque comme un artifice ». Cependant, s'il peut paraître efficace à court terme de disqualifier une parole pour ne pas avoir à l'entendre, c'est une tactique redoutablement dangereuse. Aujourd'hui, la violence est universellement condamnée dans nos sociétés. Nous sommes loin des années 1970 et de la tentation gauchiste. Toutefois, l'emploi de la violence comme stratégie de rupture peut toujours sembler efficace. On le voit en Corse aujourd'hui. Le peuple breton est modéré et hostile à la violence ou aux démarches de rupture. Néanmoins, opposer des fins de non-recevoir à des revendications modérées, ou jeter l'anathème sur les militants culturels ou politiques afin de discréditer leur parole paraissent être des erreurs politiques qui risquent d'exaspérer les plus passionnés et de les pousser vers une révolte totale. De plus, la disqualification de la parole bretonne dénote un comportement de crispation sur une tradition républicaine française quasi religieuse, qui refuse d'admettre la réalité contemporaine et d'accepter les évolutions démocratiques en cours.

La réalité que les contempteurs de l'identité bretonne refusent d'admettre est l'affaiblissement du modèle stato-national français. En premier lieu, l'État français a perdu beaucoup de son prestige international : dorénavant, plus personne ne pense que la France a « le devoir de civiliser les races inférieures », comme l'affirmait Jules Ferry, ni que la langue française est « la plus belle langue d'Europe », comme le proclamait Barère, « celle qui est chargée de transmettre au monde les plus sublimes pensées de la liberté ». La France n'est plus une grande puissance ; depuis l'échec de la relance de 1982, on sait même que l'État français ne peut plus mener une politique économique autonome. En second lieu, cet État a dû consentir des transferts de souveraineté à l'Europe, qui ne font vraisemblablement que commencer. En troisième lieu, enfin, l'État français a perdu une partie de son autorité intérieure, notamment sous l'effet conjugué de l'inefficacité croissante de son modèle traditionnel d'intégration des minorités, de son impuissance à régler les problèmes des banlieues et de la crise de la pratique politique, qui fait que seuls 20 % des Français considèrent désormais que l'État agit dans l'intérêt du plus grand nombre.

Article publié dans *Le Monde des débats* de mai 2000

L'affaiblissement de cet État coïncide avec une évolution générale de notre société qui semble très démocratique et que les dénigreurs de l'essor breton paraissent pourtant récuser. En effet, ce que l'effervescence identitaire contemporaine révèle — qu'elle soit bretonne ou autre —, c'est que les hommes et les femmes rejettent dorénavant les identités qui leur sont assignées et qu'ils veulent choisir par eux-mêmes, au sein des multiples facettes de leur identité personnelle, celles qu'ils mettront en avant, celles qu'ils développeront et celles qu'ils évinceront. À cette soif de liberté identitaire s'associe une aspiration mondialiste, qui se joue également des États : un universalisme concret est en train de naître peu à peu. Il est fondé sur une conscience de la nature planétaire des enjeux contemporains (qu'ils soient écologiques ou économiques et sociaux), sur des pratiques (qu'il s'agisse de musique, de voyages ou de réseaux de tout ordre), et même — désormais — sur des luttes sociales. C'est dans ce contexte qu'il faut envisager les attentes des Bretons. L'autonomie n'est pas un gros mot ! Ce n'est ni la rupture, ni le repli ou l'enfermement sur soi : c'est la capacité de se comporter de façon adulte et de se déterminer selon des règles librement choisies. N'est-ce pas ce que les parents aimants souhaitent à leurs enfants ? N'est-ce pas ce que l'on devrait souhaiter à toutes les collectivités humaines, dans un contexte démocratique d'unification progressive de l'humanité ?

Ronan Le Coadic